

# L'Humanité



# rouge

Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

jeudi  
30 décembre 1976

No 595

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## Editorial

### Il y a 9 ans

## Le Parti communiste marxiste-léniniste de France était créé

Il y a juste 9 ans, les 30 et 31 décembre 1967, 104 délégués se retrouvaient dans la petite localité de Puyricard (Bouches-du-Rhône) pour participer au congrès constitutif du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Événement historique qui portait un coup mortel à la bourgeoisie monopoliste et au révisionnisme moderne représenté en France par le PCF dégénéré en parti défenseur du capitalisme. Ces ennemis acharnés du communisme n'allaient cesser de frapper par mille et un moyens, de l'extérieur et de l'intérieur le jeune parti. Toujours interdit depuis 1968, au mépris même de la légalité bourgeoise, le PCMLF n'en poursuit pas moins son édification avec succès au travers d'une lutte de chaque instant contre la bourgeoisie et le révisionnisme moderne.

François Marty, directeur de publication de notre journal jusqu'à sa mort accidentelle en 1971, présidait

les travaux du Congrès constitutif du PCMLF.

Les différentes forces qui composent la bourgeoisie surent immédiatement déceler le danger que représentait pour elle ce tout jeune parti.

C'est encerclé par la police bourgeoise qu'il commençait Celle-ci était

bientôt relayée par un commando d'hommes de main du parti révisionniste qui tirait pas moins d'une dizaine de coups de feu sur les congressistes, blessant l'un d'eux au pied. Voilà un épisode dont ne se vantent pas aujourd'hui ceux qui s'affublent du masque de «champions des libertés» ! C'est pourtant un fait révélateur des libertés qu'ils nous préparent, où les armes seraient tournées contre les révolutionnaires et le peu-

ple, en lutte. En vain, le PCMLF était né et propagait activement son programme.

Peu de temps après, c'était la grande explosion de colère de 1968 dans laquelle le PCMLF tint, malgré sa jeunesse, un rôle non négligeable pour répandre les idées du marxisme-léninisme, redonner espoir et confiance à la classe ouvrière en lutte.

(Suite p. 3)



## Maroc

### Prochain procès des militants marxistes-léninistes marocains

## LIBERTE POUR ABRAHAM SERFATY ET SES CAMARADES

Si la bourgeoisie fasciste au pouvoir au Maroc ne le reporte pas une nouvelle fois, comme la rumeur le dit, le 3 janvier devrait s'ouvrir à Casablanca le procès d'Abraham Serfaty et de 136 militants marxistes-léninistes dont certains sont détenus depuis novembre 1974 dans les geôles de l'assassin Hassan.

Ce procès revêt une importance capitale non seulement à cause du nombre des inculpés et du risque qu'ils courent, mais aussi à cause de sa répercussion politique. C'est le rôle de tous les marxistes-léninistes et de tous les antifascistes de faire de ce procès le procès du régime d'Hassan, le bourreau du peuple marocain.

La répression au Maroc ne date pas d'aujourd'hui. 4 ans après l'indépendance, en 1959 eurent lieu les premiers procès politiques qui instituent le régime de terreur qu'Hassan devait si bien développer.

En 1965 éclate une insurrection populaire qui traduit la colère des masses devant une situation qui, 10 ans après l'indépendance, n'a changé en rien au niveau du peuple.

Les gros propriétaires terriens ont changé de nom mais exploitent toujours autant les paysans, Oufkir, ancien officier de l'armée colonialiste française est également toujours là, à la direction de la police «nationale» et c'est cet Oufkir qui met à profit le manque d'organisation et la spontanéité du mouvement de masse pour l'écraser dans le sang avec ses tanks et ses hélicoptères, sur l'ordre du nouveau roi, Hassan.

Cette répression fait plus de 1 000 morts.

Face à la trahison de ce mouvement par les partis réformistes et le parti révisionniste marocain, un certain nombre de leurs militants s'en détachent pour former un noyau marxiste-léniniste.

(Suite p. 2)

## XII<sup>e</sup> Congrès de l'AGEG

### DES ETUDIANTS AU SERVICE DE LEUR PEUPLE

L'Association générale des étudiants guadeloupéens (AGEG) a ouvert son XII<sup>e</sup> Congrès lundi dernier à Paris, dans l'enthousiasme, lors d'une séance solennelle d'ouverture, à laquelle étaient invitées différentes organisations et partis, dont les communistes marxistes-léninistes de l'Humanité rouge.

Ce Congrès tiendra ses assises durant 3 jours, au cours desquels seront débattues les orientations de l'Association.

Au cours de cette séance d'ouverture, le Comité exécutif de l'AGEG devait donner lecture d'un long document portant à la fois sur l'historique de l'AGEG et de sa ligne politique, sur le contexte mondial actuel et la situation en Guadeloupe.

Il fut ainsi rappelé, dès le début de l'intervention, le rôle déterminant sur le plan international, de Mao Tsé-toung et du Parti communiste chinois, dès le début des années 60, dans

la lutte historique contre le révisionnisme soviétique ; lutte idéologique qui éclaira brillamment la voie révolutionnaire des nations et peuples opprimés, et qui permit que soit avancée pour la première fois le mot d'ordre pour la Guadeloupe «d'indépendance nationale».

En ce qui concerne la situation mondiale actuelle, l'intervention souligne, qu'elle est «caractérisée par de grands bouleversements» et que «des facteurs de la guerre et les facteurs de la révolution croissent en même temps». Il a été indiqué que cette situation provient d'une part, de la montée du mouvement révolutionnaire, notamment des luttes du tiers monde contre l'impérialisme et l'hégémonisme, et d'autre part du fait de la rivalité acharnée des deux superpuissances et que le «social-impérialisme menace les peuples et les trompe sous couvert de socialisme».



Notre édition de demain datée du vendredi 31 décembre comportera quatre pages et un poster géant du Président Mao

## Bolivie

## Les mineurs accusent

Le 1<sup>er</sup> décembre 1976 des mineurs boliviens chassés de leur pays à la suite d'une longue et dure grève, tenaient une conférence de presse pour informer la classe ouvrière et le peuple français du sort de leurs camarades emprisonnés en Bolivie ou déportés au Chili. Nous reproduisons ci-dessous les extraits principaux de leur témoignage.

En Bolivie la lutte des mineurs ne s'est pas arrêtée avec cette répression. Elle se poursuit sous la direction de la Fédération des mineurs (contrainte à la clandestinité) et de ses glorieux dirigeants tels Giberto BERNAL, Justiniano NINAVIO, Guillermo DALENCE, Guillermo CARRASCO.

Conduite par son glorieux parti, le Parti Communiste de Bolivie (Marxiste-Léniniste) la classe ouvrière bolivienne, en alliance étroite avec la paysannerie pauvre et les couches progressistes du pays avance avec détermination sur le chemin de sa libération car comme le disait Federico ZAPATA : « nous les Boliviens n'avons jamais eu une âme d'esclave ».

En tant que membres de la Fédération syndicale des mineurs de Bolivie, principal organisme syndical des mineurs, et devant les nouvelles violations flagrantes des droits humains les plus élémentaires perpétrées par le régime fasciste du général Banzer, en collaboration avec celui du fantôme Pinochet, nous voulons faire connaître aux travailleurs français, européens et à l'opinion publique internationale, la situation des emprisonnés, des torturés en Bolivie et des exilés au Chili.

Nous n'accomplirions pas notre devoir si nous ne dénoncions pas les outrages, vexations et tortures endurées par les mineurs, l'avant-garde du prolétariat mineur, les camarades paysans et universitaires, depuis l'instauration de la dictature militaire en août 1971.

## Une lutte héroïque

Avec la Fédération syndicale des mineurs de Bolivie et la classe ouvrière du sous-sol, nous avons présenté notre revendication salariale en octobre 1974, en demandant que le salaire minimum soit fixé à 80 pesos boliviens (20 F français à peu près) par jour.

Nos revendications sont la conséquence d'un fait premier : la nécessité sociale qui naît du déséquilibre entre les prix des articles de consommation et les rémunérations. Ces bas revenus des travailleurs signifient la dénutrition et la faim imposées dans les mines.

Pour mettre fin immédiatement aux revendications du prolétariat mineur et moins d'un mois après la remise de notre demande d'augmentation des traitements et salaires, le gouvernement prend le décret déjà célèbre de « blocage des salaires ».

En novembre 1975, mai et avril 1976, sur la base de la déclaration approuvée par le Congrès national Mineur extraordinaire, nous présentons une fois de plus, notre plateforme de revendications. Aussitôt se déclen-

che la plus féroce des répressions contre les mineurs, emprisonnant tout d'abord, les membres de la Fédération et faisant occuper par l'armée, tous les districts miniers où l'on procède également à l'arrestation des dirigeants pour les torturer, les assassiner et finalement exiler 50 représentants mineurs, universitaires, professionnels et autres personnes qui se sont signalées dans la lutte du peuple bolivien pour sa libération. Comme juste riposte à ces actes inqualifiables, tous les districts mineurs ont commencé une grève générale illimitée.

Le gouvernement utilise toutes les mesures de force contre les travailleurs en grève et prétend les faire mourir de faim, car c'est bien ce que signifie la fermeture des coopératives d'approvisionnement, et pratique un « massacre blanc » le plus important de notre histoire, en licenciant 1 200 travailleurs en leur retirant tous les avantages sociaux qu'assure la loi Générale du Travail et allant jusqu'à couper l'approvisionnement en eau et électricité des campements.

Malgré toutes ces attaques, les mineurs soutiennent leur grève héroïque jusqu'au 5 juillet, reprenant ensuite le travail après la grève la plus longue et la plus douloureuse de l'histoire du Mouvement ouvrier, sans renoncer à leurs courageuses revendications.

## Pour des dizaines de mineurs, la prison et l'exil

Suite aux emprisonnements massifs, on réouvre les camps de concentration de : Achocalla, Chonchocoro, Viacha, le Département de l'ordre politique, la prison nationale et les ténébreuses cellules du Ministère de l'Intérieur, et même ainsi, on vient à manquer de place pour les dirigeants et travailleurs qui arrivent de tout le pays ; les interrogatoires sont accompagnés de tortures, on cache à la

Croix Rouge internationale les camarades brisés par les

taire ; on nous met des menottes comme à des criminels de droit commun, et nous sommes surveillés par des agents lourdement armés, sans qu'on n'ait pu prouver aucune charge contre nous.

Le 5 juillet, 25 personnes de plus sont déportées au Chili : à nouveau des mineurs, universitaires et professionnels.

Les 50 sont transférés dans les Sud répartis dans la zone australe du Chili, par groupes de 5 dans chaque

terceptée. Le froid et l'humidité ambiante de 80 à 100 % et les pluies continues ont contribué à ronger notre organisme, déjà miné par la silicose et par les coups reçus dans la prison, et il en est résulté que la grande majorité d'entre nous se sont trouvés très malades dès les premiers mois.

Nous fumes forcés de faire des travaux dégradants et peu d'entre nous trouvèrent un travail ce qui s'appelle « le travail minimum », avec une paie men-

rialisme se généralise dans tout l'hémisphère sud, là où l'impérialisme détient ses intérêts et devient chaque jour plus puissant en exploitant et en opprimant les peuples.

Pour terminer, nous voulons adresser des remerciements publics pour toutes les manifestations de solidarité internationale que nous avons reçues, au cours de notre conflit et que nous continuons à recevoir. Notre principal apport aux luttes internationales contre l'exploitation, l'oppression et pour le respect des



## SOLIDARIDAD CON LA LUCHA DEL PUEBLO BOLIVIANO

tortures et on leur interdit toute communication avec leurs familles.

Le 21 juin par surprise au milieu de la nuit, on nous oblige à signer des visas et aux premières heures du même jour, nous sommes transférés à l'aéroport mili-

taire. La surveillance de la part des autorités a été contante sur ordre du Ministère de l'Intérieur, ils nous ont obligés à nous présenter 3 fois par jour pour signer des feuilles de présence.

Toute communication avec nos familles a été in-

terceptée. La surveillance de la part des autorités a été contante sur ordre du Ministère de l'Intérieur, ils nous ont obligés à nous présenter 3 fois par jour pour signer des feuilles de présence.

Toute communication avec nos familles a été in-

libertés et droits humains est la lutte que nous soutenons depuis le plus profond de nos galeries perdues au coeur du Continent Latino Américain.

Pour la Fédération des mineurs de Bolivie

Un groupe de mineurs exilés

## Maroc

## Liberté pour Abraham Serfaty et ses camarades

Suite de la p. 1.

Parmi eux, Abraham Serfaty, juif marocain antisioniste et ancien militant du faux Parti communiste marocain d'Ali Yata.

Rappelant les événements du 23 mars 1965, dans la revue marocaine «Souffle» il écrivait en 1974 : «La leçon immédiate du 23 mars : la liberté est possible, elle est à la portée du peuple, mais la colère et les pierres ne suffisent pas... Les leçons, nous pouvons les résumer ainsi, en soulignant que, à notre avis, les points forment un tout, et qu'aucun ne saurait être séparé des autres :

1) Nécessité d'une direction révolutionnaire, nécessité du parti du prolétariat pour diriger et organiser les luttes des masses

2) Nécessité de lier la lutte de la jeunesse et du semi-prolétariat des villes à la lutte de la classe ouvrière et à la constitution de

celle-ci en prolétariat révolutionnaire dirigé par son parti

3) Nécessité de lier la lutte des villes à la lutte des campagnes, nécessité de constituer l'alliance révolutionnaire des ouvriers et des paysans sous la direction du prolétariat et de son parti comme fondement de la révolution nationale démocratique et regroupement de toutes les forces nationales contre l'ennemi commun impérialo-compradore

4) Nécessité de lier la violence révolutionnaire dans les villes à la stratégie révolutionnaire d'ensemble dont l'axe principal est le développement de la violence révolutionnaire à la campagne jusqu'au stade de la guerre de libération populaire de longue durée.

La revue «Souffle» est alors une revue culturelle dont le directeur est Abdel-

atif Laabi, un poète révolutionnaire marocain. Abraham Serfaty y écrit de nombreux articles, notamment contre le sionisme et sur le rôle des juifs maghrébins dans la lutte contre le sionisme. Emprisonné une première fois, A. Serfaty parvient à s'échapper et il publie à nouveau des textes contre le sionisme dans la brochure Tsedek, qui est publiée à Paris et en même temps il lutte dans les rangs des marxistes-léninistes marocains contre le régime fasciste d'Hassan. Il fait partie, avec Abdelatif Zeroual de la direction centrale de l'organisation marxiste-léniniste «Hil Aman». Celui-ci a été torturé à mort en novembre 74 par la police d'Hassan, notre camarade Serfaty est en prison, et avec 135 autres marxistes-léninistes, dont Abdelatif Laabi, il risque la peine de mort.

Hassan a poussé le cynis-

me jusqu'à le faire inculper d'être un agent du sionisme, à cause de son origine juive. Cette insulte envers A. Serfaty, militant antisioniste de la première heure, montre bien en fait la faiblesse de l'accusation d'Hassan. La répression contre le mouvement marxiste-léniniste et contre le peuple marocain n'empêcheront pourtant en rien la montée des luttes populaires. Trois ans seulement après les massacres de 65, 5 000 mineurs à Jerrada se mirent en grève et entamèrent un processus qui s'étend à d'autres régions (Ahouli-Mibladen, Khouribga), puis à d'autres secteurs comme le textile.

Le 3 janvier, le mouvement marxiste-léniniste marocain se prépare à faire le procès du régime fasciste d'Hassan II.

Nous devons soutenir les révolutionnaires et le peuple marocain dans cette lutte.

## nouvelles intérieures

## Il y a 9 ans

LE PARTI COMMUNISTE MARXISTE  
LENINISTE DE FRANCE ETAIT GREC

suite de l'éditorial

Aussi, avec la bénédiction des révisionnistes, le PCMLF était-il proclamé hors-la-loi par la bourgeoisie qui prétendait l'interdire le 12 juin 1968.

Depuis pourtant, dans la clandestinité, il poursuit son combat révolutionnaire. De nombreux faits en témoignent, des mots d'ordre peints sur les murs de nos villes et de nos bourgs aux exemplaires de l'« Humanité Nouvelle » régulièrement diffusés dans les masses, en passant par les nombreux bulletins de cellules, parmi lesquelles de nombreuses cellules d'entreprises qui nous parviennent.

Cette année encore la bourgeoisie confirmait elle-même, rageusement, l'existence et l'activité du PCMLF en emprisonnant sans aucune preuve durant 6 mois notre camarade Romain Le Gaf, inculpé de « reconstitution de ligue dissoute ».

Ainsi le PCMLF vit et se développe. Non sans commettre d'erreurs certes, car ce parti se trouve confronté à la tâche délicate et difficile de tracer la voie de la Révolution prolétarienne dans notre pays, pays capitaliste développé, où la contradiction fondamentale entre

bourgeoisie et prolétariat se développe en même temps que grandit la menace d'une nouvelle guerre mondiale déclenchée par la rivalité des deux superpuissances et l'agressivité accrue du social-impérialisme russe.

A la fin de l'année 75, une résolution autocritique issue de la 7e Session du Comité central du PCMLF reconnaissait publiquement les erreurs de son 2e Congrès, annonçait un processus de critique et d'autocritique pour les rectifier, s'engageait à tout faire pour resserrer ses liens avec la classe ouvrière de France et servir ses intérêts.

Au début de l'été, une nouvelle information était rendue publique, témoignant de la volonté d'avancer en ce sens : la tenue victorieuse d'une Conférence nationale ouvrière, marquant un riche jalon dans la préparation en cours du 3e Congrès du PCMLF.

La Conférence nationale ouvrière a fait le point sur l'activité du Parti au cœur des luttes de la classe ouvrière et contribue à rectifier dans les faits la ligne bourgeoise exprimée dans le programme du 2e Congrès.

En automne dernier également, le Comité central du PCMLF convoquait des délégués paysans pour une réu-

nion paysanne centrée sur les questions posées par la sécheresse. Cette importante réunion marquait le profond souci du Parti d'avancer dans son travail à la campagne et de contribuer à l'union révolutionnaire des ouvriers et des petits paysans.

A l'heure actuelle en France, les luttes de la classe ouvrière, des petits paysans, des employés, de la jeunesse travailleuse et étudiante, des femmes, s'enrichissent de réflexions, d'expériences, d'interrogations nouvelles. Les mensonges des révisionnistes sur les vertus de l'Union de la gauche et du Programme commun apparaissent de moins en moins crédibles, à l'heure où le monde entier est secoué par les remous de la crise capitaliste.

Leurs agissements tournés contre les aspirations des travailleurs et leur volonté de se battre, sont un avant-goût de la répression qui s'abattra sur ces derniers si par malheur les révisionnistes parvenaient à se hisser au pouvoir, et font réfléchir plus d'un.

Chaque jour, plus nombreux sont donc les travailleurs qui se tournent vers le PCMLF et l'interrogent : que faut-il faire ? où est l'issue ? qu'avez-vous à nous

proposer ?

Les textes issus de sa Conférence nationale ouvrière témoignent que le PCMLF est conscient de ces interrogations et a commencé à y répondre.

« Encore petit, le PCMLF peut et doit grandir en gagnant la confiance d'un nombre toujours plus grand de travailleurs dans les entreprises. Mais pour gagner cette confiance, il ne suffit pas de lancer de solennels appels et mots d'ordre stratégiques tels « Vive la dictature du prolétariat » et « Vive la révolution prolétarienne ! ». Il importe d'expliquer comment de tels mots d'ordre pourront devenir de vivantes réalités. Il faut offrir des perspectives concrètes. Il faut donc aussi un programme clair et simple, digne de foi, pour les travailleurs... »

« Beaucoup d'ouvriers expriment leur scepticisme à la suite des processus rétrogrades engendrés tant en France qu'en URSS et dans d'autres pays par le révisionnisme moderne. Il est indispensable de leur montrer que ce phénomène est indissociable de la lutte des classes. Il faut leur expliquer que ce phénomène ne sera en définitive que de courte durée du point de vue historique et qu'il connaît déjà des revers décisifs dans le monde entier. »

C'est en s'attelant à cette tâche que le PCMLF grandit et se développe, c'est ainsi, en répondant clairement à ses aspirations et à ses interrogations, qu'il s'enracinera toujours plus profondément parmi la classe ouvrière de France.

XII<sup>e</sup> Congrès de l'AGEGDES ETUDIANTS  
AU SERVICE  
DE LEUR PEUPLE

Suite de la p. 1.

Le représentant de l'AGEG a terminé cette partie de l'intervention en lançant un salut du congrès à tous les peuples qui luttent contre le colonialisme, le néo-colonialisme, l'impérialisme et le social-impérialisme.

A propos de la situation en Guadeloupe, il a été dit que le régime colonialiste d'exploitation et d'oppression du peuple était maintenu par la présence d'importantes forces militaires et d'un énorme appareil policier et judiciaire. Cela n'a pas empêché le développement du mouvement des ouvriers et des paysans, et d'autres couches contre l'impérialisme français et ses valets locaux — bourgeois compradors et gros propriétaires fonciers. Avec la crise et les événements de la Souffrière, se sont développés la corruption morale, la misère, la malnutrition, l'alcoolisme, le chômage et l'expatriation forcée.

Dans ses luttes, a-t-il été souligné, le peuple a dû faire face à un ennemi, le faux parti communiste dit guadeloupéen (PCG). Mais malgré son travail de sape, « la tendance à l'unité et à l'organisation du peuple s'affirme ». Des organisations de masse comme l'Union générale des travailleurs guadeloupéens, l'Union des travailleurs agricoles et l'Union des paysans pauvres ont joué un rôle très important dans les luttes de ces dernières années.

Le 12<sup>e</sup> Congrès de l'AGEG se déroule dans le contexte d'une excellente situation du mouvement po-

pulaire. Il contribuera sans nul doute au renforcement de l'unité des organisations révolutionnaires et patriotiques guadeloupéennes, sous la direction du Parti des travailleurs guadeloupéens, et en particulier au renforcement de l'unité du mouvement de la jeunesse guadeloupéenne aux riches traditions de lutte anticolonialiste.

La séance d'ouverture du congrès s'est poursuivie par la lecture des nombreux messages adressés à l'AGEG, dont ceux du « Groupe des étudiants de Guadeloupe », de l'« Association générale des étudiants martiniquais », de la « Ligue communiste des étudiants de Norvège », de l'« Association des étudiants d'origine malgache », de la section étudiante de l'Union de la jeunesse travailleuse d'Albanie, du Comité des étudiants de Corée, de l'Organisation communiste marxiste-léniniste de la Réunion, de l'UCF (ml), du PCR (ml) et de l'Humanité rouge.

Pour clôturer deux groupes culturels de l'AGEG entraîneront la salle à chanter des airs révolutionnaires et patriotiques guadeloupéens dans un enthousiasme et une chaleur militante, difficile à traduire, mais qui présage du succès certain de ce congrès.

En raison des fêtes de fin d'année, l'Humanité rouge daté du samedi 1er janvier ne paraîtra pas.

## Barrage de Naussac

Opération démagogique de la  
fédération de la Lozère du PS

On connaît la scandaleuse position des zélus PS et PCF du Puy-de-Dôme à propos du barrage de Naussac. Scandaleuse n'est d'ailleurs pas le mot juste. Disons plutôt « logique » quand on sait les intérêts de classe que défendent ces faux socialistes et faux communistes : ceux des patrons industriels et des paysans riches de Limagne, pas ceux des petits paysans de Lozère.

Les récents débats au conseil général ont au moins eu le mérite de montrer nettement qui était avec la Somival et contre Naussac. Cela a montré clairement aux yeux de beaucoup la véritable nature de ces messieurs : des défenseurs et gestionnaires loyaux du capitalisme.

Mais voici que la Fédération de Lozère du PS fait une déclaration fracassante, largement reproduite par le journal réactionnaire *La Montagne*, disant « à tous ceux qui ont été émus, parfois même indignés par un récent article de presse concernant la position d'élus socialistes au conseil général du Puy-de-Dôme par rapport au barrage de Naussac », qu'elle, Fédération de Lozère, n'est pas d'accord et se prononce même contre le barrage.

On voit la vérité montrer le bout de son nez quand nos vaillants sociaux-démocrates

lozériens déclarent que « la décision de faire ce barrage dans le site de Naussac a été prise par d'autres que le PS et qu'il serait bon et souhaitable que l'on s'en souvienne lors des prochaines échéances électorales ». En somme, il ne s'agit pas d'agir contre le barrage et l'exode mais de ne pas trop perdre de voix aux prochaines élections. C'est tout : pure démagogie électorale.

La situation est claire : le Puy-de-Dôme est traditionnellement un bastion de la social-démocratie. Depuis longtemps, le PS est « aux affaires » et gère au mieux les affaires de la bourgeoisie (mairie de Clermont, conseil général, etc.). D'autre part, les gens sont moins sensibilisés aux problèmes de Naussac et de la Lozère. Donc pas la peine de se gêner : allons-y à visage découvert, « Vive le barrage et vive la Somival ! ». Mais en Lozère où dominent les partis bourgeois de la majorité et où les habitants refusent de plus en plus le barrage, la ruine, l'exode et la désertification, toutes ces plaies du système capitaliste, le PS qui compte bien profiter de sa montée nationale pour grignoter quelques sièges, ne peut se permettre de dire ouvertement « Oui au barrage ». Il doit faire de la démagogie et tenter de récupérer la colère et le mécontentement populaires.

En somme : deux tactiques, mais un même but : gérer le système capitaliste.

Correspondant Clermont.

## Exposition

MAO TSE-TOUNG

EDUCATEUR DES

PEUPLES REVOLUTIONNAIRES

68, rue de Belleville

Du 18 décembre 1976 au 15 janvier 1977

Heures d'ouverture du lundi au jeudi

11 H - 13 H et 17 H - 19 H 30

Le vendredi : 11 H - 13 H et 17 H - 21 H

Le samedi : 10 H à 19 H 30

Le dimanche : 10 H 30 à 13 H





Citroën Rennes

la France des luttes

# NATIONALISATION... FAUSSE SOLUTION

extrait de « Citroën Rouge » N° 20

Régulièrement, le PCF et la CGT s'adressent aux travailleurs de Citroën et ils avancent comme solution contre les licenciements, le chômage, les cadences infernales, les accidents du travail, la nationalisation de Citroën. « Soutenez le Programme commun, élisez des députés communistes et socialistes, ils voteront la nationalisation de Citroën et vos malheurs seront terminés ! ».

Nous pensons que ces propositions faites aux ouvriers de Citroën par le PCF et par les dirigeants de la CGT sont trompeuses et nuisibles aux intérêts des travailleurs. Voici nos arguments :

1) la bourgeoisie ne s'oppose pas aux nationalisations car elles peuvent être conformes à ses intérêts.

En 1945, les nationalisations faisaient partie du programme du conseil national de la Résistance avec les gaullistes, les MRP, les socialistes et les communistes. C'est la bourgeoisie elle-même qui a pris l'initiative de nationaliser les charbonnages, les usines d'aviation, l'électricité et le gaz, Renault, les chemins de fer, les grandes banques de dépôt, des compagnies d'assurances.

En 1974, Giscard a proposé la nationalisation des entreprises électriques de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane.

Il y a deux mois, Marcel Dassault a déclaré qu'il ne voyait pas d'inconvénient à la nationalisation de ses usines.

## Pourquoi les capitalistes ont-ils intérêt parfois à la nationalisation ?

Parce que dans certains secteurs les profits diminuent ou disparaissent. Alors les capitalistes veulent se débarrasser de ces entreprises-là et investir leur argent ailleurs. Et ils font d'une pierre deux coups : premièrement, ils se débarrassent d'entreprises qui ne leur rapportent pas assez, et deuxièmement quand ces entreprises sont nationalisées, ils leur réclament des avantages. Et c'est ça qui se passe à l'heure actuelle. Pour le gaz, pour l'électricité, pour la SNCF, les grandes entreprises capitalistes ont des tarifs avantageux. Il y a même encore plus avantageux pour les capitalistes, par exemple à la

SNCF ; l'État possède 51 % et les anciens propriétaires se partagent le reste. Et on sépare l'activité de la SNCF en deux secteurs : un secteur déficitaire où le déficit est comblé par l'État, c'est-à-dire par les impôts des travailleurs ; et un secteur rentable où les capitalistes font des profits sans avoir à payer le déficit de l'autre secteur ; c'est le cas des wagons de marchandises qui appartiennent à des capitalistes qui font de gros profits avec.

## Les nationalisations et l'emploi

Le PCF et les dirigeants de la CGT disent que la nationalisation de Citroën permettra d'éviter les licenciements et d'améliorer les conditions de travail.

Aucun travailleur ne peut croire cela : en 1949 à la SNIAS à Toulouse, la moitié des ouvriers fut licenciée pour cause de « restructuration » ; de 1949 à 1970, le nombre des mineurs dans les houillères est passé de 250 000 à 97 000 ; en 30 ans, à la SNCF, les effectifs de cheminots ont baissé de 200 000. Cette année encore plus de 2 000 licenciements dans l'aéronautique nationalisée.

Et pour les conditions de travail la nationalisation en régime capitaliste ne change rien aux rapports entre ouvriers et patrons, même si le patron est l'État. Quelle différence y a-t-il entre l'OS de Renault et celui de Citroën sinon la manière de se faire exploiter ? A Renault comme à Citroën, les ouvriers doivent lutter, contre les jours chômés, contre les cadences infernales, contre la maîtrise.

Prenons un autre exemple : Citroën comme Peugeot et Renault ont des usines en Argentine.

## RECTIFICATIF

Dans notre édition datée de mercredi se sont glissées deux erreurs :

1) en page une, une inversion de paragraphe dans l'article « Signature de contrats économiques avec l'URSS ». Le 3e paragraphe « Par contre... avec l'URSS ? » est en fait le 5e.

2) en page sept, la dernière ligne du poème de Cahoussaq Massi a été oubliée ; il faut lire « Au cœur et... que l'oppression étouffe, Mao Tsé-toung vit ! »

Cela montre qu'une entreprise nationalisée dans un pays capitaliste se comporte comme n'importe quelle autre, c'est-à-dire comme une firme impérialiste qui participe avec les autres au pillage et à l'exploitation des peuples et des travailleurs.

Les travailleurs de Citroën comme ceux de Renault savent bien que déjà leurs

patrons privés ou patrons d'État marchent la main dans la main pour les exploiter. A Rennes, Citroën fait des pièces de carrosserie pour Renault et a déjà aidé à briser la grève de Chausson. Citroën appartient maintenant à Peugeot, Peugeot et Renault fabriquent en commun des moteurs de R30 et de 604 ; des moteurs et des trains-avant de 104 et

de R14.

Ça veut dire que l'intégration entre toutes les firmes françaises d'automobiles est bien avancée. Qu'apporterait la nationalisation de Citroën et de Peugeot ?

Pour les patrons et l'État des patrons, cela ne ferait qu'accélérer la concentration, et cela développerait le capitalisme d'État. Le capitalisme d'État existe au-

jourd'hui en URSS et en Pologne depuis qu'une nouvelle bourgeoisie a repris le pouvoir des mains des ouvriers et paysans.

Les luttes et les grèves des ouvriers polonais montrent bien que les travailleurs, eux, n'ont rien à attendre des nationalisations.

\* Les initiales sont de la rédaction.

## Mas (Toulouse)

# CE QUE NOUS A APPORTE LA GREVE

extrait du bulletin de la CFDT

Les ouvriers ont fait 15 jours de grève début novembre. La section CFDT a publié à cette occasion son 1er bulletin d'entreprise où elle tire le bilan. Dans notre précédente édition nous avons publié les passages concernant notamment la question du rapport de forces, la possibilité de se battre tous ensemble et la nécessité de durcir l'action.

Qu'est-ce que la grève a apporté ? C'est à cette question que répond la section CFDT (du point de vue syndical évidemment) dans le même bulletin.

Sans la grève on n'aurait rien eu du tout ; il aurait fallu attendre le mois de Mars pour avoir l'augmentation de la réunion paritaire. Mais c'est dès le mois d'octobre que le lait, l'essence etc. ont augmenté.

C'est donc plus intéressant d'avoir eu l'augmentation maintenant. Ce qui n'empêche pas au contraire que nous devons nous préparer à lutter de nouveau pour avoir quand même l'augmentation du mois de mars, et même plus ! (...)

## La grève a appris ce qu'est l'unité et comment elle se forge

Tous les ouvriers aspirent à l'unité syndicale, à l'unité dans la lutte. Et c'est juste, car nous avons tous les mêmes intérêts. Mais il y a plusieurs organisations syndicales, et tout le monde ne pense pas la même chose sur tout.

Comment s'est faite notre unité ?

Elle s'est faite dans l'action, après discussion approfondie et décision en Assemblée Générale.

A chaque fois qu'il y a

un problème à résoudre (fallait-il ou non occuper le standard, faire des collectes dans toutes les entreprises, contacter tout l'habillement...) nous n'étions pas d'emblée d'accord.

Le pour et le contre étaient exposés et des discussions très larges avaient lieu. Finalement, après avoir réfléchi ensemble nous pouvions nous mettre d'accord et accepter en Assemblée générale une des propositions.

C'est parce que nous étions toutes d'accord et convaincues que c'était bien ce qu'il fallait faire qu'ensuite nous pouvions nous unir encore plus pour exécuter ce que nous avions décidé ensemble.

C'est une des leçons les plus importantes de la grève et que nous devons retenir pour l'avenir :

C'est la prise en charge de la grève par tous les grévistes qui permet la seule unité valable et possible.

## La grève a donné l'expérience de la solidarité

La prise en charge par tous les grévistes de la popu-

larisation, des collectes, nous ont permis de rencontrer d'autres ouvriers sur leur lieu de travail.

Leur accueil chaleureux, leur solidarité financière, mais aussi leur soutien enthousiaste à la grève nous ont donné conscience d'être « du même bord », d'appartenir à une même classe sociale : la classe ouvrière qui rencontre en face d'elle une classe organisée, celle des patrons : la bourgeoisie.

Dans notre affrontement avec cette classe nous savons maintenant que nous pouvons et devons compter sur toute la classe ouvrière.

## La grève nous a montré que nous ne sommes pas des robots.

Ceux qui nous exploitent voudraient nous faire croire que de toute façon, on est bonnes qu'à ça ; et ils nous le répètent tellement (que ce soit à l'usine, à la télé ou à l'école ...) que certaines d'entre nous finissaient même par le croire : « Si on est là c'est qu'on est des cons etc. »

Mais la grève leur a montré et nous a montré ce dont nous étions capables !

Capables de réfléchir et de nous organiser.

Tout ce que nous avons fait pendant la grève (manifestation en ville, à l'ORTF, autour de l'usine, occupation du standard...) a été le résultat de nos capacités non seulement d'imagina-

tion, mais aussi d'organisation.

## Capables d'avoir de bons rapports entre nous.

Avant la grève, nous ne connaissions pratiquement que nos voisines de la chaîne, et encore les rapports n'étaient pas toujours bons entre nous !

Ce n'est pas une question de bons ou mauvais caractère !

La responsabilité en revient à ceux qui nous exploitent, nous divisent, nous énervent et nous montent les uns contre les autres !

La preuve : Pendant la grève nous avons pu mieux nous connaître et nous entendre. Nous étions unies pour conduire la grève, et c'est un tout autre état d'esprit qui régnait, en témoignent les dessins, les chansons et plaisanteries faites pendant ces deux semaines.

Et maintenant, c'est contre les chefs que sont tournées les réflexions acerbes, les piques et les vexations !

Capables de préparer l'avenir.

Nous avons repris le travail dans la plus grande unité et aussi la plus grande détermination à reprendre la lutte, à sauvegarder notre unité contre toute manœuvre de division ou de répression quand d'autres ouvriers entrèrent à leur tour en lutte.

Tous ces points sont concentrés en une charte des grévistes que nous nous sommes données en fin de grève, et que nous sommes décidées à appliquer.



Grenoble

la France des luttes

## LES PAROLES ET LES ACTES DE LA FAUSSE GAUCHE

La «gauche» nous abreuve de promesses du genre «tout va changer quand nous serons au pouvoir, nous ne braderons pas l'industrie nationale, nous nationaliserons, il n'y aura plus de licenciements. Tous les ennuis actuels, c'est la faute de la droite au pouvoir, etc.»

Et le député socialiste Gau de se démener pour empêcher la fermeture de la papeterie Barjon à Moirans (Isère) et la mise à la porte des 130 travailleurs : tout dernièrement, il vient d'écrire au ministre...

Tout ça ce sont les paroles, voyons les actes !

La gauche tient la mairie de Grenoble et à la MJC des Alliés-Alpins le directeur

est «socialiste». Donc les travailleurs devraient être bien défendus ? Pensez-vous ! Tout ce beau monde veut licencier 4 travailleurs du service de restauration. Ils sont syndiqués à la CFDT et à la CGT comme le directeur !

Motif (officiel) de ces licenciements : plus de crédits pour les MJC, c'est la faute de Giscard-Barre. Autrement dit quand la «droite» serre la vis, la «gauche» se tourne vers les travailleurs et... les licencie. Belle façon de les défendre !

En fait le directeur a dit aux 4 licenciés qu'ils avaient des salaires trop élevés et que c'est pour cela que le libre-service n'était pas rentable.

Ces quatre licenciés ont plus de 50 ans et guère d'espoir de se reclasser. Ils refusent énergiquement leur licenciement sauf une dame malade âgée de 59 ans qui a accepté sa mise à la pré-retraite.

L'inspecteur du travail a refusé les licenciements mais le directeur départemental vient de les autoriser, lui. Ce qui ne l'empêche pas de ne pas recevoir les licenciés et de les renvoyer à l'inspecteur du travail...

Le personnel a débrayé à l'heure du repas en signe de protestation les 22 et 23 décembre, et des jeunes du foyer de la MJC ont décidé de créer un comité de soutien. Affaire à suivre !  
Correspondant HR

## «FETES» DE FIN D'ANNEE

Ces fêtes s'annoncent très bien pour les bourgeois bien que... «vous savez chère comtesse, le caviar est hors de prix. Mon dieu où allons-nous...?»

Pour les travailleurs grenoblois c'est autre chose. Les files d'attente s'allongent à l'agence nationale pour l'emploi et les patrons licencient : l'entreprise de construction BRM ferme ses portes, la papeterie Barjon à Moirans cesse ses activités et met à la rue 130 travailleurs, des menaces de plus en plus lourdes pèsent sur les travailleuses de Lou (sous-vêtements).

Même l'informatique, qui connaissait il y a quelques années une «brillante» expansion, est atteinte par la

crise : la société Natel licencie à Lyon et à Dijon tandis que SAGET-SIO licencie tout son personnel à Grenoble.

Pour couronner le tout et rendre le Noël des travailleurs encore plus morose si c'est possible, le directeur général de Rhône-Poulenc, Jean Gandois, proclame : «Il faut savoir fermer une usine.»

Déjà dans plusieurs entreprises, les travailleurs montrent qu'ils n'acceptent pas de faire les frais de la crise de la bourgeoisie : les travailleurs d'EDF ont prouvé massivement les 14 et 15 décembre qu'ils ne voulaient pas réduire leurs moyens de vivre.

Les travailleuses de Lou ont fait grève plusieurs jours à partir du 9 décembre pour obtenir la prime de fin d'année promise par leur patron en juillet.

À la société d'informatique III (à Echirolles), le personnel a fait grève pour obtenir la garantie du maintien du pouvoir d'achat en 1977.

Enfin le personnel des remontées mécaniques de Chamrousse, station de ski depuis le 19 décembre car il refuse que la réduction

d'horaire imposée par le ministère du Travail se traduise brutalement par une baisse énorme du salaire (jusqu'à 500 F par mois !).

Et la fausse gauche dans tout ça ?

— Elle accuse le gouvernement en toute occasion, en laissant croire que tout irait mieux si elle était au pouvoir.

— Elle pleurniche : à la SAGET (Grenoble) où le patron s'est «un peu assis» sur la loi, la CGT affirme que «les pouvoirs publics ne peuvent pas laisser faire ça». Comme si la loi n'était pas faite pour les patrons !

— Elle marchande : à BRM, la CGT ne s'oppose pas aux licenciements, elle se contente «d'exiger» des conditions décentes pour ces licenciements.

— Et elle... licencie : à la MJC des Alliés-Alpins à Grenoble, c'est le patron PS, soutenu par la mairie, qui veut licencier 4 employés, tout en leur disant : «Ne vous trompez pas de cible, nous on y peut rien, c'est la faute au pouvoir !»

Quelle confiance pouvons-nous avoir en ces gens-là ?

Correspondant HR

## Chômage

### LA SITUATION DANS LA LOIRE

Le jeudi 16 décembre, les syndicats (CGT,CFDT,FO,CFTC,FEN), ont organisé un meeting régional sur le chômage et l'emploi. Dans ce meeting, seules les directions syndicales régionales ont pris la parole, dans un sens favorable évidemment à l'Union de la gauche. Il y avait de nombreux travailleurs (plus de 3000). La Loire est en effet un département très touché par le chômage (plus de 22 000 chômeurs). Sur 15 000 chômeurs de moins de 60 ans, selon les dires même du secrétaire CGT, 1751 seulement touchent les 90 % de leur salaire.

Les marxistes-léninistes sont intervenus par une diffusion de tracts où était notamment rappelé ce passage de la Conférence Nationale Ouvrière du PCMLF :

«... La classe ouvrière doit compter d'abord et avant tout sur ses propres forces ; elle doit mépriser tous ces politiciens bourgeois dans lesquels elle ne se reconnaît nullement ; elle doit comprendre qu'aucun de leurs programmes respectifs n'est de nature à la libérer de l'exploitation et de l'oppression capitaliste dont elle souffre. Par des luttes intransigeantes et nécessairement violentes, elle doit prendre conscience que, pour elle, la seule solution, c'est la Révolution prolétarienne instaurant le socialisme. Il n'y a pas d'autre issue possible, même si la victoire nécessite une longue et sérieuse préparation.»

De nombreuses boîtes sont donc touchées par le chômage partiel ou total. En voici quelques exemples :

BENNES MARREL (Andrézieux) : 190 licenciements sont prévus. Il va y avoir une semaine de chômage entre les fêtes de fin d'année et une autre probablement en janvier.

CREUSOT-LOIRE (Firminy) : 600 emplois doivent être supprimés. Dans la vallée de l'Ondaine, d'autres boîtes licencient (Faure, Colombey-Charreyre...). Le 18 novembre, les syndicats et les partis de gauche (élus en tête !) ont monté une opération «vallée morte» et 4 000 personnes ont manifesté.

BSN (Rive de Gier) : 352 licen-

ciements sont prévus. Les licenciés «devraient être reclassés».

GRAVIER (St Etienne). Cette entreprise du bâtiment a déposé son bilan : 160 emplois supprimés. BALAY (Maclas) : entreprise de tissage : 86 licenciés sur 200 employés.

GAUCHER (St Etienne) : Usine d'armes. De 42 h on passe à 36 h et des licenciements sont envisagés.

CHAZELLES sur LYON : C'est une petite ville avec une industrie traditionnelle de chapellerie. Sur 27 usines d'antan, 26 ont disparu. L'usine EYQUEM (matériel automobile) licencie. Une usine est occupée et la population se mobilise. Ainsi, le 26 novembre, des milliers d'habitants de Chazelle sont venus manifester à

St-Etienne montrant ainsi qu'ils ne se laisseront pas faire. On pouvait lire notamment sur leurs banderoles :

«A Chazelles, un chômeur total, un partiel, un travailleur.»

BAYARD (St Chamond). Cette usine a déposé son bilan. Des actions ont été menées. Mais l'usine sera rachetée et en principe les travailleurs doivent être reclassés. Cependant, la section CGT dénonce l'augmentation des cadences, le manque à gagner sur les salaires, et l'usage intensif «de la carotte et du bâton».

SNAC (Firminy). L'usine qui doit être liquidée est occupée sous l'impulsion de la section CFDT.

ARCT (Roanne). Après de nombreuses actions des travailleurs les 201 licenciements demandés par la direction lui ont été refusés par l'inspection du travail. Il y a encore le recours du ministère du travail !!!

Comme on le constate, la crise capitaliste bat son plein dans ce département. Le plan Barre apparaît clairement comme un plan antisocial de la bourgeoisie. Face à cela, les dirigeants révisionnistes PCF,CGT et les réformistes font le forcing pour récupérer cette situation favorable à un essor du mouvement révolutionnaire de masse.

Ils fourmillent, les tracts des partis et syndicats qui ne présentent comme solution que les échéances électorales. Les meetings, les communiqués de presse, les démarches des conseillers généraux... vont bon train. Mais en définitive, les travailleurs, dans la Loire pas plus qu'ailleurs, ne se laisseront pas écraser.  
Correspondant St Etienne.

### Ni plan Barre, ni programme commun

NI PLAN BARRE  
NI PROGRAMME COMMUN !

Non au blocage des salaires !  
Pas un seul licenciement !  
UNE SEULE VOIE : L'ACTION  
REVOLUTIONNAIRE DES MASSES !

L'Humanité Rouge

Les marxistes-léninistes ont entrepris dans toute la France une campagne d'agitation et de propagande dans le cadre de la lutte contre le plan Barre, campagne centrée sur le mot d'ordre «Ni plan Barre, ni Programme commun». En effet, il ne suffit pas de lutter contre l'application du plan Barre. Il faut aussi dénoncer les tentatives de récupération de cette lutte par les révisionnistes et cet autre plan capitaliste qu'est le Programme commun. Face à ces plans bourgeois qui visent à la sauvegarde des monopoles il n'y a qu'une solution, la lutte classe contre classe dans les entreprises et les cités, et l'action révolutionnaire de masse qui seule pourra renverser le capitalisme.

Des affiches de l'Humanité Rouge sur le thème de cette campagne sont encore disponibles.



# 10 morts à Amisol en 2 ans Le patronat de l'amiante cherche à se blanchir !

Voilà plus de deux ans que les travailleurs de l'usine de traitement de l'amiante Amisol de Clermont-Ferrand occupent leur entreprise. Depuis le 13 décembre 74, ils luttent pour la garantie de leur emploi et la reconnaissance du taux précis d'abestose (silicose de l'amiante) dont ils sont atteints. Mais avant de se déclarer en faillite, les patrons de l'usine ont obligé les ouvriers à travailler dans les pires conditions au péril de leur santé et de leur vie. D'ailleurs les faits sont là : en deux ans, dix ouvriers d'Amisol sont morts d'abestose.

Le patronat de l'amiante, le médecin du travail et l'administration sont complices. Ils ne pouvaient pas ignorer le risque mortel auquel étaient exposés les ouvriers d'Amisol.

Depuis que le scandale a été largement dénoncé grâce à la lutte courageuse de ces ouvriers, le patronat s'inquiète. La chambre syndicale de l'amiante et le syndicat de l'amiante-ciment se livrent à une offensive de charme aussi trompeuse que démagogique. Il ne faut pas sous-estimer ce bourrage de crâne de la bourgeoisie qui cherche à impressionner par des arguments fallacieux et de nombreuses citations d'experts. C'est pourquoi nous allons démonter les principaux mécanismes de cette propagande patronale.

une pollution parfois importante au voisinage de certaines mines, de certaines entreprises de traitement et même dans les locaux dont les revêtements sont traités à l'amiante pour ignifugation dès que ces revêtements sont endommagés.

«La preuve d'une relation de cause à effet basée en partie sur des mesures anciennes et en partie sur la nature des travaux dans l'industrie suggère qu'un risque excessif de carcinome pulmonaire n'est pas décelable».



«Pendant de nombreuses années les travailleurs d'Amisol ont travaillé dans des conditions innommables.»

## Les ficelles sont un peu grosses

La chambre syndicale rappelle innocemment une évidence : l'amiante est une roche naturelle que l'on trouve «dans l'air le moins pollué de nos montagnes» et que l'homme emploie depuis des millénaires.

C'est qu'elle veut cacher une autre évidence : il n'y a rien de commun entre le taux d'amiante dans l'atmosphère et celui qui existe en milieu professionnel. Même dans l'atmosphère la plus polluée des villes, le taux est environ 100 000 fois plus faible. Ceci ne veut pas dire qu'en dehors des usines le danger n'existe pas : il y a

Quant à la façon dont la chambre patronale utilise les travaux scientifiques, elle est pour le moins tendancieuse.

Voilà quelques-unes des conclusions du rapport du «Comité consultatif sur les cancers dus à l'amiante» au directeur du CIRC (Centre international de recherche sur le cancer) :

ble quand l'exposition professionnelle a été faible»

En ce qui concerne les risques au voisinage des usines et des mines d'amiante, «les preuves ont trait aux conditions qui existaient il y a plusieurs années». Ce rapport au langage par ailleurs très alambiqué et «nuancé» tend à suggérer que «les risques : c'est du passé».

Mais il date de 1972 et pourtant des ouvriers sont bien morts d'abestose par la suite dans une entreprise dont les conditions de travail étaient innommables.

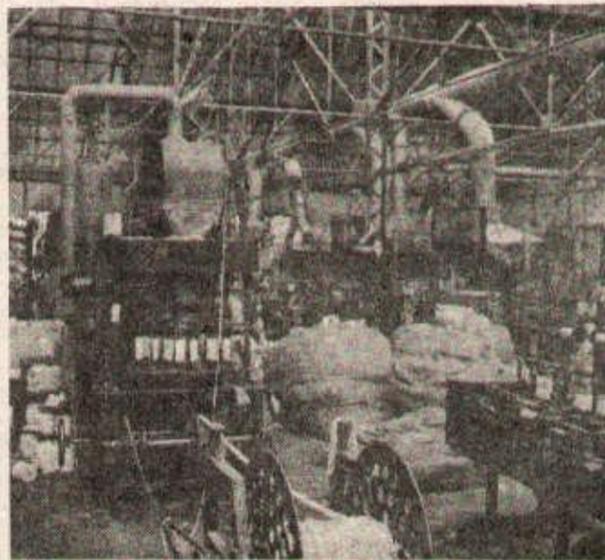
## Le capitalisme engendre la pollution

La chambre patronale n'hésite pas maintenant à faire d'Amisol un bouc émissaire en déclarant :

«La profession la condamne, et rejette avec indignation la suspicion qu'elle fait peser sur l'ensemble de ses membres».

Maintenant que les dangers de l'amiante ne peuvent plus être cachés, le patronat se dit décidé à «agir rapidement et efficacement». Il préconise une information «objective» qu'on peut déjà apprécier, une «réglementation stricte» et «une table ronde paritaire».

Faire croire qu'Amisol est une exception, est un mensonge grossier. C'est tout au contraire un exemple des conditions d'insécurité dans lesquelles le capitalisme oblige à travailler les ouvriers pour en tirer le maximum de profit. Certes, il est tout à fait possible de limiter ou de diminuer les risques dans le traitement de l'amiante comme dans tout autre travail. Mais le capitalisme est incapable d'appliquer une «réglementation stricte» car elle s'oppose à ses profits. Et la sécurité, ce n'est pas la concertation, mais la lutte des classes des travailleurs qui l'imposera !



L'usine Amisol que le patronat de l'amiante veut maintenant faire passer pour l'exception. En système capitaliste, les mauvaises conditions d'hygiène et de sécurité sont la règle.

## Non au corporatisme !

La revue «Place» sert de tribune aux architectes et aux travailleurs intellectuels du secteur bâtiment-Travaux publics qui veulent prendre part à la lutte anticapitaliste en liaison avec la lutte de la classe ouvrière et avec les luttes populaires dans les quartiers. En effet, ces travailleurs sont de plus en plus touchés par la crise, le sous-emploi, la parcellisation du travail et le chômage. Un nombre croissant d'entre eux tels les travailleurs de l'Épur qui ont démasqué dans la lutte leurs patrons «de gauche» comprennent que leurs véritables intérêts consistent dans la lutte aux côtés de la classe ouvrière. D'ailleurs, il ne peut actuellement y avoir, dans le cadre capitaliste, un «service public» de la construction. Seule la victoire du prolétariat et de ses alliés permettra une construction au service du peuple et sous son contrôle. Mais certains cherchent à récupérer de façon corporatiste le mécontentement de ces travailleurs intellectuels.

Dans un communiqué dont nous citons de larges extraits le collectif de «Place» s'oppose à une telle manœuvre.

## Communiqué de la revue «Place» (extraits)

«A l'occasion de la discussion de ce projet de loi, certains cherchent à canaliser l'inquiétude des architectes et des travailleurs d'agence d'architecture pour créer une sorte de CID-UNATI de l'architecture.

Face à cette manœuvre, le collectif de rédaction — dénonce la tentative d'opposer les travailleurs des agences d'architecture (et architectes-travailleurs indépendants) aux quelques 20 000 autres travailleurs intellectuels de l'aménagement et de la construction, en réclamant une distribution privilégiée de la commande.

— Il dénonce tout replâtrage, sous des airs populistes, de la caste des architectes, dont on se garde de dénoncer par ailleurs un fonctionnement, qui, seul, a permis à l'Ordre le plus réactionnaire d'exister et de se maintenir.

Face à ces tentatives de division et de manipulation, le collectif de rédaction de «Place» soutient tous les travailleurs de la planification et de la construction menacés de licenciement et qui n'ont rien à gagner à se battre, la main dans la main, avec leurs patrons les plus affairistes.

Il soutient les architectes qui s'attaquent aux structures corporatistes de leur caste (Ordre, UNSFA), comme il soutient tous les travailleurs intellectuels de l'aménagement et de la construction qui luttent contre les castes, qu'elles soient anciennes comme le corps des «X-Ports», ou en formation comme l'OPQIBI (Office d'agrément des BET et ingénieurs-conseils)...»

## La campagne de soutien à l'Humanité Rouge

DIFFUSEZ LARGEMENT  
LE CALENDRIER 1977



JUIN

1977

Vendredi 1	1977	Vendredi 17	1977
Samedi 2	1977	Samedi 18	1977
Vendredi 3	1977	Dimanche 19	1977
Samedi 4	1977	Lundi 20	1977
Dimanche 5	1977	Mardi 21	1977
Lundi 6	1977	Mercredi 22	1977
Mardi 7	1977	Jeudi 23	1977
Mercredi 8	1977	Vendredi 24	1977
Jeudi 9	1977	Samedi 25	1977
Vendredi 10	1977	Dimanche 26	1977
Samedi 11	1977	Lundi 27	1977
Dimanche 12	1977	Mardi 28	1977
Lundi 13	1977	Mercredi 29	1977
Mardi 14	1977	Jeudi 30	1977
Mercredi 15	1977		
Jeudi 16	1977		

## Accidents du travail à la SNCF LEUR NOMBRE S'ACCROIT

En moins d'un mois 5 ouvriers ont été tués alors qu'ils travaillaient à la réfection des voies de chemin de fer dans le seul secteur Juvisy-Rungis. L'un a fait une chute mortelle, les autres ont été écrasés par des trains.

Cette série d'accidents survient au moment où Fourcade s'élève contre le personnel soi-disant pléthorique de la SNCF et où le gouvernement veut réduire les dépenses dans les

secteurs nationalisés. Elle démontre que pas plus que les autres, le secteur nationalisé n'est en système capitaliste à l'abri des méfaits de la course aux profits. Le syndicat CFDT du secteur Juvisy-Rungis s'élève contre le «manque d'effectifs chargé de veiller à la sécurité, l'insuffisance de leur formation, surtout pour les jeunes récemment embauchés, et l'intensification des travaux de nuit.



## Théâtre

## A propos de leur dernière pièce

Entretien avec la  
Troupe de l'Aquarium (1)

**HR :** Votre pièce précédente était une adaptation d'une nouvelle de Lou Sin «*La véritable histoire d'Ah Q*». Quel bilan en faites-vous ? Et qu'est-ce qui vous a poussé à choisir pour thème les luttes d'usines et pour méthode l'enquête directe chez les grévistes ?

**R :** «*Ah Q*» était pour nous une expérience. C'était la première fois que la troupe s'attaquait à un texte écrit. C'était une pause dans notre manière de travailler. Nous avons toujours travaillé par enquête sur un sujet donné, improvisation à partir de cette enquête et élaboration par nous-mêmes du spectacle. «*Ah Q*» correspondait plus à des besoins internes propres à la troupe qu'à des problèmes politiques.

Une frange assez large de notre public n'est pas venue pour «*Ah Q*». Notre public se compose de la petite bourgeoisie progressiste, mais aussi des collectivités, des CE. La proportion d'ouvriers est une des plus élevées sur Paris. Ce sont eux qui ne sont pas venus pour «*Ah Q*». Sur le plan de la troupe, ce travail a été positif, il a été bien reçu par la presse et les spectateurs mais sur le plan de contacts avec un nouveau public, cela a été un échec qui a causé des divergences dans la troupe.

Avant de monter «*Ah Q*», nous pensions déjà à prendre l'«*entreprise*» pour thème. C'était encore vague. Cela n'était pas l'entreprise occupée. On voulait savoir ce qu'était une entreprise, ce qui s'y passe en temps normal, quelles étaient les luttes. Tous nos spectacles précédents, mis à part «*Ah Q*», traitaient de la lutte des classes dans notre pays (l'immobilier, la presse, etc.). Mais l'entreprise, c'est le lieu où la lutte des classes est très forte, très directe : il y a patron et ouvriers en présence. De plus, l'entreprise était alors au centre des préoccupations politiques. Dès que notre projet a été connu, nous avons été contactés par le PS, le PC et le PSU. D'abord, nous avons travaillé à l'intérieur du théâtre à partir de lectures et de réflexions. Mais on s'est vite aperçu qu'il fallait aller sur place et cela voulait dire aller dans les entreprises en lutte et occupées. C'est la première fois que nos enquêtes consistent à aller voir directement les intéressés. Auparavant, nous nous contentions de former des dossiers et de rencontrer des spécialistes. Désormais, nous ne voulions plus faire un constat critique mais prendre parti.

**HR :** Les enquêtes que vous avez transposées sur scène ont été menées dans les boîtes qui se sont opposées à la ligne centrale CGT-PCF. Est-ce un hasard ?

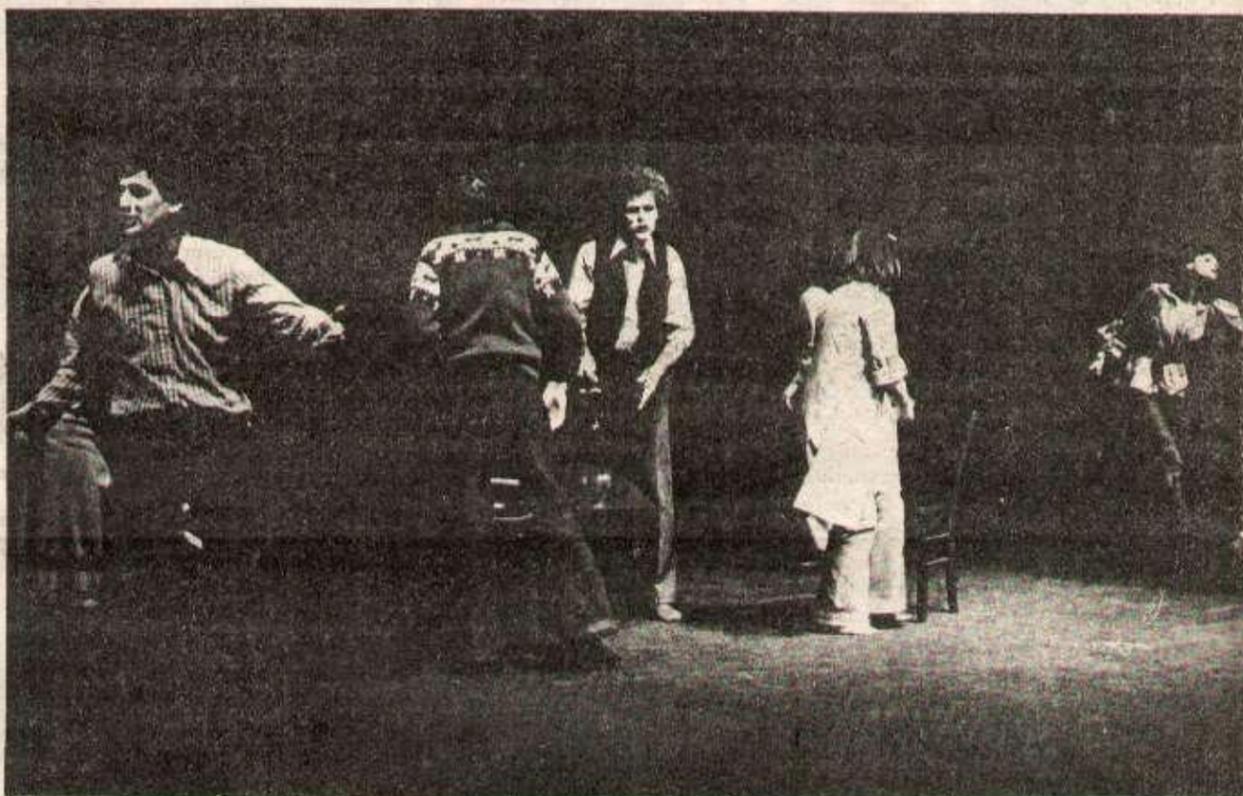
**R :** Ce n'est évidemment pas un hasard. Le contact le plus facile avec les travailleurs, c'était dans ces boîtes-là : l'IMRO, la CIP, etc. Nous avons été accueillis à bras ouverts. On a tenté des incursions à Chaix. On s'est fait virer... poliment.

Nous avons fait un repas... sympathique, comme on dit, avec la CGT. Dès qu'on a parlé de Darbois, c'était le repousoir. Un délégué CGT nous a dit «*Si tu veux faire un spectacle sur les entreprises, la seule solution, c'est de passer par les UL et les UD, sinon tu rentreras jamais dans les entreprises*». C'était très clair.

On avait des contacts avec l'IMRO par la troupe Z qui avait travaillé avec eux. Une autre équipe a été à la CIP, une à Lip et une à Fougères. D'emblée, nous ne voulions pas nous aligner sur les positions du Programme commun. La

sont conduits comme des salopards et sont venus à l'imprimerie une seule fois en 12 mois de lutte.

Il n'était pas question de faire de l'antisyndicalisme, mais on voulait dénoncer une certaine «*manière de faire*» de délégués qui sont, en général, des «*bonzes*» ; d'où le sketch des «*gants blancs et des pieds*». Mais il y a d'autres scènes où l'on montre des délégués très liés aux masses et efficaces. Il y a des types du PC qui ont pris la pièce en pleine gueule, mais cela ne nous dérange pas du tout. De



La scène de l'assemblée générale de la CIP (photo Karen Renaurel).

troupe était unanime là-dessus. Nous aurions voulu enquêter dans des boîtes tenues par la CGT et le PCF pour voir la différence avec les autres dans le déroulement de la lutte. Mais comme on n'a pas pu entrer, on a eu aucun élément concret. Dans les boîtes où on a été, surtout à l'IMRO, ils se situaient sur des positions «*d'extrême-gauche*». On a passé 2 fois une semaine dans chaque boîte. Les deux premiers jours, les travailleurs «*tâtaient le terrain*». On leur a présenté quelques sketches qu'on avait sur les luttes et après on fait partie de l'équipe d'occupation. On a vécu avec eux et partagé leurs tâches. On s'est plus lié par la pratique que par des prises de notes, etc.

**HR :** A la suite de votre enquête, quelles sont les idées directrices autour desquelles vous avez construit vos scènes ?

**R :** On a construit des scènes en fonction de notre enquête, de ce qu'on a vu et entendu. Dans la troupe, il n'y a pas une ligne politique. On a nos contradictions là-dessus et on n'est pas parti avec une ligne claire. On avait seulement une plateforme d'unification. Nous partions à la pêche de ce qui, dans les luttes, était nouveau. Nous étions surtout intéressés par les luttes des travailleurs contre le réformisme, le révisionnisme et leurs manifestations concrètes dans la lutte de tous les jours. Nous n'étions porteurs d'aucune ligne précise et nous avons découvert une foule de choses que nous étions loin de savoir. Nous étions surtout plongés dans les «*contradictions au sein du peuple*», chose que nous ne connaissions pas auparavant. Les grévistes vivent parfois des contradictions terribles. Par exemple, il y a des ouvriers qui occupent uniquement pour retrouver un patron, sans voir que dans la lutte se forge quelque chose de nouveau. Quand on s'est retrouvé avec toute cette somme de matériaux, il a fallu faire le tri. Ce qui se passait dans une boîte était différent de ce qui se passait dans une autre. Ce que nous avons vu de commun à toutes ces boîtes, c'était : la lutte pour l'emploi, le droit au travail, non aux licenciements ; la lutte contre le réformisme et le révisionnisme, contre les délégués des centrales syndicales, surtout CGT. A la CIP, par exemple, la section CFDT avait une très bonne attitude sans rapport avec ceux de la FFTL à l'IMRO qui se

toute façon, ce passage des «*gants blancs*» plaira beaucoup aux gars de l'IMRO et de toute manière, on est encore très en dessous de la réalité par rapport à la FFTL.

En un mot, nous voulions voir ce que c'est que le révisionnisme, comment il se manifeste et comment les travailleurs le dénoncent. Il y a des gens du PC qui nous ont dit «*Vous avez raison de dire tout cela ; on est pas tout à fait d'accord, mais vous avez raison de le dire*». Cela fait partie de la politique actuelle du PCF. On leur aurait dit «*A mort le PCF*», ils nous auraient sans doute dit «*Vous avez raison de le dire*»...

**HR :** En dehors de l'enquête, quelle est la part des ouvriers à l'élaboration de la pièce ?

**R :** C'est plus minime. Surtout une part de vérification. Leur apport a été énorme par l'enquête. Après, nous avons travaillé théâtralement, on a fait le tri politique. Et puis 2 ou 3 séances avec les travailleurs auxquels on présentait des ébauches pour susciter leurs critiques. Quinze jours avant le spectacle, on s'est fait «*massacrer*» par les travailleurs et des délégués des boîtes, notamment des Câbles de Lyon : ils comprenaient tout de travers ! On s'est rendu compte qu'on n'était pas prêt, pas clair. Cela nous a démoralisé mais donné aussi un coup de fouet. On a fait un énorme travail de reprécision : ce qu'on présente aujourd'hui n'a plus rien à voir avec ce qu'on faisait.

Notre méthode : nous sommes allés sur place prendre le matériel, nous l'avons retransposé théâtralement puis soumis à la vérification et à la critique. Ce sont les travailleurs qui ont beaucoup insisté pour qu'on parle du réformisme à l'intérieur des syndicats. D'ailleurs, c'est une phrase d'un ouvrier de l'IMRO qui nous a donné l'idée de la scène des «*gants blancs*» : «*Dans les syndicats, il y a des délégués aux gants blancs et des travailleurs aux pieds nus*».

C'est très dur d'obtenir la participation des travailleurs, en tant que groupe, au travail d'élaboration. Cela leur demande une grande disponibilité qu'ils ne peuvent pas souvent avoir.

(A suivre demain)

Lisez, faites connaître la brochure de  
L'UNION CULTURELLE sur la lutte  
des résidents de la Sonacotra

## CHANT DE LUTTE POUR NOS FRERES IMMIGRES

On peut se procurer cette brochure en  
envoyant commande et en réglant par chèque  
bancaire à l'ordre de M. Durand, BP 321  
75525 Paris cédex 11

En vente aux «*Herbes sauvages*», 70, rue  
de Belleville, 75020 Paris — à «*La Force  
du livre*», 33, rue René-Leynaud, 69001 Lyon  
Prix : 4,00 F

# L'Humanité Rouge

## La Chine après Mao Tsé-toung, impressions de voyage

# LOU SIN CONTRE LES «QUATRE»

Nous passons quelques jours à Pékin avant de partir pour l'île de Hainan à l'extrême Sud de la Chine. Lorsque les camarades chinois nous proposent d'en profiter pour visiter le musée LOU SIN nous acceptons avec satisfaction cette proposition.

Non seulement en raison de l'importance de l'oeuvre de Lou Sin, mais aussi parce que la référence à ses écrits et à son activité a une place importante dans la critique de «la bande des Quatre». Le terme même de «bande des quatre» est une expression de Lou Sin pour désigner un groupe de quatre écrivains réactionnaires des années 30.

Le musée LOU SIN avait été provisoirement transféré dans un bâtiment symétrique à l'assemblée populaire sur la place Tien An Men. C'était un jour de semaine et pourtant il y avait pas mal de monde venu là pour apprendre ; plusieurs jeunes prenaient des notes en passant devant les panneaux explicatifs. La conception même du musée tout en étant très simple, est bien différente, et pour cause, de ce que l'on peut voir dans notre pays. En France dans 99 % des cas les musées sont des simples lieux d'exposition d'objets historiques ou d'oeuvres d'art : le visiteur est censé connaître le contexte historique de leur production. En Chine, le musée est une école : non seulement on y trouve ces «objets historiques», mais surtout un exposé historique et politique sur le sujet.

L'objet lui-même garde sa place de témoin, d'illustration vivante de l'histoire : tout est fait pour que le simple travailleur puisse bien comprendre les conditions concrètes d'une période donnée, et donc la portée des enseignements politiques ou idéologiques qui s'en dégagent.

Ainsi voit-on dans le musée LOU SIN des photos de la répression fasciste d'une barbarie inouïe déclenchée par Tchang Kai Tchek à partir de 1927, une répression qui montre bien qu'un Pinochet n'est pas un «accident» de l'histoire. Ces photos permettent d'apprécier pleinement le courage et la force de caractère d'un Lou Sin, écrivain de renom et professeur d'Université qui produira l'essentiel de ses oeuvres révolutionnaires, des oeuvres littéraires de combat, dans les conditions de la terreur blanche du KOUOMINTANG. Rien dans l'attitude de Lou Sin n'est pleurnichard comme le sont les révisionnistes par exemple, non, Lou Sin dénonce, dénonce infatigablement, utilisant l'arme acérée qu'est sa plume pour frapper l'ennemi. Après avoir écrit des articles stigmatisant la répression qui frappe ouvriers et paysans en 1926 il doit fuir Pékin pour Canton. Là en janvier 1927 il est professeur et il va tout faire pour sauver des étudiants communistes emprisonnés par le Kouomintang. Lou Sin est un inflexible défenseur des causes justes : un tableau exposé dans le musée le représente à la tête d'une délégation venue à l'Ambassade d'Allemagne pour protester contre la répression exercée par Hitler en 1933.

Au fil de notre visite nous découvrons

la dimension du personnage Lou Sin que nous connaissions mal. Lou Sin était un écrivain mondialement connu dans les milieux littéraires : l'humaniste bourgeois Romain Rolland, avec qui Lou Sin entretenait une correspondance, voulait même le proposer au Prix Nobel après avoir lu «AH Q». Mais Lou Sin, refusant que ce n'était pas pour son activité révolutionnaire qu'il était proposé. Il souligna qu'accepter d'être candidat au prix Nobel serait faire comme si le peuple chinois n'était pas cruellement opprimé. Par contre Lou Sin participa en 1933 à Shanghai à une Conférence Anti-impérialiste et anti-guerre de l'Extrême-Orient présidée par Henri Barbusse et à laquelle participait Paul Vaillant-Couturier.

Dans la même période il put éditer des

plus courageux, le plus ferme, le plus loyal et le plus ardent qui ait jamais livré assaut aux positions ennemies».

Et du même coup, nous comprenons mieux aussi pourquoi Lou Sin a une place de choix dans la critique de la bande des quatre. Les «quatre», en effet, se présentaient et avaient répandu le bruit qu'ils étaient les champions de la révolution culturelle.

Se comportant en «superrévolutionnaires», ils jugeaient les autres de haut et frappaient sans pitié ce qui n'était pas conforme à leur vues jusque dans les détails, nous en aurons un exemple avec le film «Les pionniers» dont Kiang Sing empêcha la diffusion malgré l'avis du président Mao. Là où la référence à Lou

A cette époque, Kiang Sing aussi était une farouche partisane de «la littérature de défense nationale» : elle joua d'ailleurs dans une pièce type de cette littérature dont les représentations étaient données au profit du Kouomintang. La pièce servait de support à des collectes de fonds. Dans la pièce Kiang Sing jouait le rôle principal, celui d'une prostituée qui élimine un général japonais après l'avoir séduit.

Cette anecdote est intéressante parce qu'elle montre que Kiang Sing et Tchang Tchouen Kiao qui voulaient se présenter «en pur et dur» de la révolution culturelle n'avaient pas toujours constitué un modèle dans le genre.

Ici tout lecteur, comme nous-mêmes, se pose alors la question : mais comment ont-ils fait pour parvenir jusqu'à la direction du Parti Communiste Chinois ? C'est que précisément le Président Mao a toujours enseigné à faire le bilan de l'activité d'un homme, d'un cadre ou d'un dirigeant : certaines des «erreurs» des quatre étaient connues mais ce bilan lui-même est forcément limité à la connaissance toujours relative et qui progresse de la «réalité». Précisément ces dernières années, le président Mao avait discerné la nature véritable des quatre et les avait mis en garde devant le Comité Central.

Les «quatre» précisément, qui n'étaient pas «purs» à 100 %, ce qui n'existe pas, n'appliquaient pas la méthode circonspecte du président Mao pour juger des cadres. Pour eux tous les vieux cadres étaient des démocrates bourgeois ; ils visaient notamment le camarade Chou en Lai et d'autres camarades expérimentés comme le vieux camarade Wang Tchou Tao, un ancien de la Longue Marche, formé dès 1916, par le président Mao à l'Institut de Canton, ville où nous le rencontrerons.

La presse, ici, a largement utilisé le fait que l'on «ressorte» le passé des «quatre» pour les condamner. Comme si c'était à cause de leur passé, de leurs «erreurs» qu'ils avaient été éliminés, bref comme si l'on avait pris un prétexte pour des règlements de comptes inavouables.

La vérité est différente. La véritable nature des «quatre» a été découverte à travers leurs méfaits d'aujourd'hui. Il est tout à fait normal que l'on analyse différemment leurs «erreurs» d'hier. Elles n'étaient pas des «erreurs» de bons camarades mais des activités conformes à leur nature bourgeoise...

Ils avaient pu se camoufler un temps à la manière des pseudo-révolutionnaires que dénonçait Lou Sin, c'est à dire en criant plus fort que les autres, en se confectionnant un masque de champion de la révolution et en étant impitoyables avec d'autres camarades, au lieu d'être impitoyables avec l'ennemi...

Le soir comme nous rentrions à notre résidence en discutant avec animation du sujet, un camarade chinois vint nous avertir avec beaucoup de calme que la terre allait probablement trembler. Des mesures allaient être prises.



oeuvres en anglais en dépit de Tchang Kai Tchek, grâce à la journaliste britannique Agnes Smedley.

Nous apprenons d'ailleurs au passage que Agnes Smedley officiellement journaliste en Chine était en réalité une envoyée de la III<sup>e</sup> Internationale, un détail inconnu en France à notre connaissance.

Tous les nombreux éléments que nous découvrons sur la vie et l'oeuvre de Lou Sin nous permettent de saisir mieux pourquoi Mao Tsé-toung a dit : «Commandant en chef de la révolution chinoise, Lou Sin est grand non seulement comme homme de lettre, mais encore comme penseur et révolutionnaire. D'une rectitude inflexible, sans une ombre de servilité ou d'obséquiosité — qualité inestimable pour le peuple d'un pays colonial ou semi-colonial — Lou Sin représente sur le front culturel l'écrasante majorité du peuple : il est le héros le plus lucide, le

Sin prend toute son importance, c'est que ces «champions de la révolution culturelle» notamment Kiang Sing et Tchang Tchouen-kiao n'ont pas toujours adopté des positions correctes sur la question.

En effet, en 1935, il y avait une lutte dans les milieux littéraires entre deux courants : il y avait des partisans de la littérature «de défense nationale» qui se plaçaient d'un point de vue bourgeois dans la guerre de résistance au Japon et un courant littéraire qui se plaçait sur les positions des masses populaires. Lou Sin dénonça avec virulence le point de vue de Tchang Tchouen-kiao qui prônait «la littérature de défense nationale». Lou Sin recommandait de montrer l'activité des masses populaires qui résistaient à l'agresseur japonais et non pas de vanter le Kouomintang qui ne résistait qu'en paroles et se préoccupait surtout de détruire le Parti communiste chinois.